

BRICORAMA SA

Société anonyme au capital de 31.104.215,00 €.
Siège social : 21a boulevard Jean Monnet - ZAC des Boutareines, 94 350 Villiers-sur-Marne
957 504 608 R.C.S. Créteil

Comptes semestriels consolidés au 30 juin 2011.

I. – Rapport d'activité semestriel.

L'activité du groupe Bricorama au premier semestre a été marquée par des performances notablement différentes entre les pays et un « trend » d'activité particulièrement favorable au premier trimestre qui s'est essoufflé au deuxième trimestre.

En France, le chiffre d'affaires porté par une météo favorable en début d'année et une politique promotionnelle appropriée a progressé de 7,37 %. Le périmètre de magasins a progressé également avec l'ouverture du magasin de Clichy et la reprise d'un magasin à l'enseigne Mr Bricolage à Romilly-sur-Seine.

Parallèlement, le groupe a poursuivi son plan de remodeling de magasins avec notamment trois réalisations importantes à Voiron, Troyes et Viry-Châtillon. Enfin, le magasin de Soustons a été transféré sur une surface plus adaptée.

En Belgique, le chiffre d'affaires au premier semestre est en légère progression de 1,26 % par rapport à l'année précédente.

Aux Pays-Bas, l'activité reste encore difficile avec un impact de la crise économique qui reste persistant. A périmètre non comparable, fort notamment de l'agrandissement de Haarlem fin 2010, le chiffre d'affaires progresse toutefois de 2,60 %.

L'activité en Espagne a été marquée par l'ouverture du neuvième magasin à Séville et une activité particulièrement performante au premier trimestre. Le deuxième trimestre a par contre été marqué par un retournement de tendance dans l'évolution du marché du bricolage en Espagne.

Le réseau des franchisés a également sensiblement évolué avec 8 nouveaux magasins.

L'activité Eoliennes est restée positionnée en « actifs destinés à la vente ». Le groupe reste toujours très actif dans la recherche d'un repreneur.

II. – Profil du groupe.

Nombre de magasins	Au 31/12/2010	Au 30/06/2011
France	95	97
Pays-Bas	27	27
Espagne	8	9
Belgique	39	39
Franchisés	27	35
TOTAL	196	207

III. – Perspectives / principaux risques / incertitudes / saisonnalités.

En France, différents dossiers de reprises sont actuellement à l'étude.

En Espagne, le nouvel arrêt constaté depuis mai 2011 sur l'évolution de l'activité amène le groupe à mettre en place un nouveau plan de réduction des coûts.

Aux Pays-Bas, le groupe a procédé le 1^{er} juillet 2011 à la reprise de 4 nouveaux magasins à l'enseigne Karwei et 1 magasin à l'enseigne Gamma, développant un chiffre d'affaires en année pleine de l'ordre de 21,5 M€.

Les deux assignations de 2008 vis-à-vis de Bricorama et de ses administrateurs, lancées par la société JG Capital Management, actionnaire minoritaire de Bricorama, à comparaître devant le tribunal de commerce de Créteil dans le cadre de demandes d'indemnisation de respectivement 96,3 millions d'euros et 7,0 millions d'euros au profit de Bricorama SA, sont toujours en cours.

De même la dernière réclamation de JG Capital Management, dans le cadre de conclusions additionnelles relatives aux deux assignations ci-dessus sur d'une part, la somme de 100 millions d'euros correspondant au manque à gagner subi par Bricorama du fait des acquisitions immobilières réalisées par ses dirigeants et d'autre part, la somme de 4 026 556 euros au titre du préjudice subi par l'actionnaire minoritaire correspondant à la perte de chance de JG Capital Management sont également en cours. Ces réclamations sont sans impact sur les comptes de la société.

On soulignera par ailleurs, comme en 2009, le risque lié au différend juridique opposant Bricorama à Mr Bricolage sur le rachat par Bricorama d'un groupe de magasins, provisionné à hauteur de 500 000 euros. Le montant de cette provision se base sur des rapports d'experts mandatés par Bricorama concluant à l'absence de préjudice financier compte-tenu des résultats réels des magasins concernés.

Un expert nommé par la Cour d'Appel a toutefois produit en 2009 un rapport principalement fondé sur le gain manqué prétendu, au titre de l'exploitation, de la valeur d'entreprise et du foncier. Cette estimation établie essentiellement sur des bases budgétaires a été évaluée à 9,8 millions d'euros. A la demande du tribunal, en date du 1^{er} décembre 2010, l'expert a produit début 2011 un nouveau rapport complémentaire ramenant son évaluation à 6,7 millions d'euros.

A partir de ces documents et des plaidoiries, les juges resteront souverains pour apprécier un éventuel préjudice financier. Le jugement définitif ne sera rendu qu'en 2011. Dans ce contexte, Bricorama qui a déjà payé en 2007, suite au jugement prononcé par la Cour d'Appel, la somme de 500 000 euros, maintient sa provision à ce montant dans l'attente de la position définitive des juges.

Comme les années précédentes, l'activité bricolage du groupe n'est pas affectée par un phénomène de saisonnalité, au niveau de chaque semestre.

IV. – Compte de résultat consolidé au 30 juin 2011.

(en milliers d'euros)	Notes	30/06/2011	30/06/2010 Retraité impact CVAE	30/06/2010	31/12/2010
Chiffre d'affaires	10	361 539,2	341 091,1	341 091,1	698 013,5
Autres produits de l'activité		2 067,2	1 766,3	1 766,3	5 103,4
Achats consommés	10	-221 169,0	- 209 196,2	- 209 196,2	-422 489,3
Charges externes		-52 083,8	-46 399,9	-46 399,9	-99 725,2
Charges de personnel		-62 990,7	- 59 672,4	- 59 672,4	-120 798,6
Impôts et taxes		-4 895,3	- 4 373,1	-5 442,5	-8 011,7
Dotations aux amortissements		-7 766,9	-7 586,2	-7 586,2	-15 650,5
Dotations aux provisions		-1 784,5	-2 120,4	-2 120,4	-960,0
Variation de stocks d'en-cours et produits finis		0,0	0,0	0,0	0,0
Autres produits et charges d'exploitation	11	3 787,1	1 177,5	1 177,5	1 266,3
Résultat opérationnel courant		16 703,3	14 686,7	13 617,3	36 747,8
Résultat sur cession participations conso		0,0	- 80,8	- 80,8	-89,5
Autres produits et charges opérationnels	12	-412,0	-110,4	-110,4	2 917,3
Résultat opérationnel		16 291,3	14 495,4	13 426,0	39 575,6
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie		120,4	97,6	97,6	123,0
Coût de l'endettement financier brut		-1 996,6	-2 005,7	-2 005,7	-3 995,2
Coût de l'endettement financier net		-1 876,2	-1 908,0	-1 908,0	-3 872,2
Autres produits et charges financiers		-267,0	95,3	95,3	-89,4
Résultat avant impôt		14 148,1	12 682,7	11 613,3	35 613,9
Impôt sur les bénéfices	13	-5 469,1	-4 714,7	-3 664,5	-12 813,3
Quote part mise en équivalence		-9,5	-73,2	-73,2	-159,1
Résultat des activités destinées à être cédées	17.2	-136,5	-130,2	-130,2	-438,3
Résultat net total		8 669,5	7 764,7	7 745,5	22 203,2
Part du groupe		8 654,2	7 774,4	7 755,2	22 187,3
Part des minoritaires		- 15,3	-9,7	-9,7	-15,9
Résultat par action (euros)		1,39	1,37	1,37	3,92
Résultat dilué par action (euros)		1,37	1,34	1,34	3,85

Postes impactés par le retraitement de la CVAE :

Postes	30/06/2010 retraits	30/06/2010	écart
Impôts et taxes	-4 373,1	-5 442,5	+1 069,5
Impôts sur bénéfice	-4 714,7	-3 664,5	-1 050,2
Dont incidence sur résultat net			19,3

V. – Autres éléments du Résultat global (retraitements des éléments passés en capitaux propres)

Cet état est présenté en suivant les dispositions de la norme IAS 1 révisée qui impose de présenter dans un tableau séparé les charges et produits comptabilisés directement en capitaux propres et nommés « Autres éléments du Résultat global ». Le tableau de « Variations des capitaux propres » ne présente donc plus qu'un total « Autres éléments du Résultat global ».

(en milliers d'euros)	30/06/2011	30/06/2010
Résultat net consolidé	8 669,5	7 745,5
Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente		
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture	1 578,2	- 2 088,4
Différences de conversion	-31,1	33,0
Autres		
Autres éléments du Résultat global (passés en capitaux propres et nets d'impôts)	1 547,1	- 2 055,4
Résultat global consolidé (1)	10 216,6	5 690,1
Dont Résultat global part des minoritaires	8,3	0,1
Dont Résultat global part du groupe	10 208,3	5 690,0
Résultat global par action (euros)	1,64	1,01
Résultat global dilué par action (euros)	1,61	0,99

(1) Le total requis par IAS 1 révisée : « Résultat global consolidé » regroupe les charges et produits comptabilisés directement en résultat de la période et ceux comptabilisés directement en capitaux propres nets d'impôt.

VI. – Etat de situation financière consolidé au 30 juin 2011.

(en milliers d'euros)

Actif	Notes	30/06/2011	31/12/2010
Immobilisations incorporelles	3	3 023,2	3 083,0
Ecarts d'acquisition	3	163 762,3	163 062,3
Immobilisations corporelles	3	90 584,9	85 329,8
Titres mis en équivalence		245,2	254,6
Autres actifs financiers		9 162,4	8 894,9
Impôts différés		5 458,8	5 377,9
Autres actifs long terme		797,5	750,1
Total actifs non courants		273 034,3	266 752,6
Stocks et en cours	4	230 078,5	213 225,0
Clients et autres débiteurs	5	15 913,2	17 467,0
Créances d'impôt		153,6	39,3
Autres actifs courants		62 005,4	34 850,3
Valeurs mobilières de placement	6	0,2	6 785,4
Disponibilités	6	51 230,5	28 134,3
Total actifs courants		359 381,5	300 501,3
Actifs non courants et groupes d'actifs destinés à être cédés	17.2	14 123,8	14 731,2
Total actif		646 539,5	581 985,1

Passif	Notes	30/06/2011	31/12/2010
Capital		31 104,2	28 276,6
Primes liées au capital		13 394,1	13 394,1
Actions propres		0,0	0,0
Autres réserves		-1 771,5	-3 325,6
Résultats accumulés		235 326,6	235 706,9
Total capitaux propres, part du groupe		278 053,5	274 051,9
Intérêts minoritaires		35,4	91,7
Total des capitaux propres		278 088,9	274 143,6
Emprunts et dettes financières	6 -7	71 422,0	70 297,9
Engagements envers le personnel	8	4 326,8	4 272,8
Autres provisions	8	4 025,6	3 536,5
Impôts différés		540,3	594,8
Autres passifs long terme		183,9	132,3
Total passifs non-courants		80 498,6	78 834,2
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	6	128 888,8	86 228,0
Provisions (part à moins d'un an)		0,0	0,0
Fournisseurs et autres créditeurs	9	100 484,6	85 021,6
Dettes d'impôt		2 835,1	2 809,3
Autres passifs courants	9	40 825,3	39 559,2
Total passifs courants		273 033,8	213 618,2
Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés	17.2	14 918,2	15 389,0
Total passif		646 539,5	581 985,1

VII. – Tableau de variation des capitaux propres consolidés au 30 juin 2011.
(en milliers d'euros)

	Capital	Primes liées au capital	Résultats accumulés	Total capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation à l'ouverture de l'exercice 2010	28 276	13 394	218 509	257 846	109	257 956
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers						
Ecart de conversion				23	+10	33
Résultat de la période			7 755	7 755	-10	7 745
Total des pertes et profits de la période			7 755	7 778	0	7 779
Dividendes versés			- 4 683	- 4 683	- 46	- 4 729
Autres variations					9	9
Mouvements sur actions propres						
Composante fonds propres des émissions obligataires						
Couvertures taux IAS 39				- 2 088		- 2 088
Stock options IFRS 2						
Situation à la clôture du 1^{er} semestre 2010	28 276	13 394	221 581	258 853	73	258 926

	Capital	Primes liées au capital	Résultats accumulés	Total capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Situation à l'ouverture de l'exercice 2011	28 276	13 394	235 707	274 052	92	274 144
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers						
Ecart de conversion			0	-24	-7	-31
Résultat de la période			8 654	8 654	15	8 669
Total des pertes et profits de la période			8 654	8 630	8	8 638
Dividendes versés			-6 207	-6 207	-64	-6 271
Autres variations	2 828		-2 828	0	0	0
Mouvements sur actions propres						
Composante fonds propres des émissions obligataires						
Couvertures taux IAS 39			0	1 578	0	1 578
Stock options IFRS 2						
Situation à la clôture du 1^{er} semestre 2011	31 104	13 394	235 327	278 053	35	278 089

VIII. Tableau consolidé des flux de trésorerie.
(en milliers d'euros)

	30/06/2011	30/06/2010
Résultat net total consolidé	8 669	7 745
Ajustements :		
Elimination des mises en équivalence	9	73
Elimination des amortissements et provisions	8 310	8 295
Elimination des résultats de cession et des pertes et profits de dilution	227	154
Autres produits et charges sans incidence trésorerie	0	0
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	17 216	16 267
Elimination de la charge (produit) d'impôt	5 469	3 665
Elimination du coût de l'endettement financier net	1 876	1 908
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	24 562	21 840
Incidence de la variation du BFR	2 171	3 140
Impôts payés	-5 693	-3 004
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	21 039	21 976
Incidence des variations de périmètre	0	-1 953
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-13 591	-17 387
Acquisitions d'actifs financiers	-17 102	0
Variation des prêts et avances consentis	-10 926	61
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	125	72
Cessions d'actifs financiers	2	0
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	- 41 491	- 19 207
Augmentations de capital	0	0
Emissions d'emprunts	35 153	25 484
Remboursements d'emprunts	-16 742	-34 903
Intérêts financiers nets versés	-1 876	-1 900
Dividendes payés aux actionnaires du groupe	-6 207	-4 683
Dividendes payés aux minoritaires	-64	-46
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	10 263	- 16 048
Incidence des variations des taux de change	-29	31
Incidence des changements de principes comptables		
Variation de la trésorerie	-10 217	- 13 248
Trésorerie d'ouverture	18 362	16 809
Trésorerie de clôture	8 144	3 561

La variation des postes acquisition d'actifs financiers et variation des prêts et avance consentis sont à rattacher à l'opération GOLDI dont le décaissement est intervenu le 30 juin 2011 pour une prise de possession au 1^{er} juillet 2011.

IX. Déclaration des personnes physiques assurant la responsabilité du rapport financier

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Jean-Claude BOURRELIER
Président Directeur Général

Christian ROUBAUD
Directeur Administratif et Financier

X. Annexes aux comptes semestriels consolidés.

Note 1. – Informations générales

Bricorama SA et ses filiales exploitent en France, au Benelux et en Espagne un réseau de magasins de grandes surfaces de bricolage sous les enseignes Bricorama et Batkor en France et en Espagne, Gamma et Karwei au Benelux.

Bricorama SA est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé ZAC des Boutareines – 94 350 Villiers-sur-Marne.

La société est cotée sur le marché Nyse Alternext sous le numéro FR 0000054421 depuis le 26 juillet 2011.

Ces états financiers consolidés ont été arrêtés le 19 septembre 2011 par le Conseil d'Administration. Ils sont exprimés en milliers d'euros arrondis à une décimale, sauf indication contraire.

Note 2. – Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

Note 2.1 : Base de préparation des états financiers

Les états financiers consolidés du groupe Bricorama ont été préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

Les états financiers consolidés ont été établis selon la convention des coûts historiques et d'une comptabilité d'engagements à l'exception des actifs financiers disponibles à la vente et des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La préparation de comptes consolidés conformes aux normes IFRS nécessite la prise en compte par la direction d'hypothèses et d'estimations qui affectent les montants d'éléments d'actifs et de passifs figurant au bilan, les actifs et les passifs éventuels mentionnés dans les annexes, ainsi que les charges et les produits du compte de résultat. Les montants effectifs révélés ultérieurement peuvent être différents des estimations et des hypothèses retenues.

Les filiales du groupe appartenant essentiellement à la zone euro (€), il n'y a pas lieu d'effectuer de calcul de conversion sauf Bricorama Asia Ltd intégrée en Hong-Kong dollars (HK\$).

Note 2.2 : Périmètre et méthodes de consolidation

2.2.1. Périmètre

Les états financiers consolidés du groupe Bricorama comprennent les comptes de Bricorama SA et de toutes les filiales dans lesquelles Bricorama SA exerce directement ou indirectement un contrôle.

La liste des sociétés du périmètre figure en note 15. Les variations de périmètre sont données en note 3.

Les comptes de toutes les filiales sont arrêtés à la date du 30 juin 2011.

2.2.2. Méthode de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce directement ou indirectement un contrôle majoritaire sont intégrées globalement. Seule la société Bricoried, qui exploite depuis début 2010 un magasin franchisé Bricorama, est consolidée par mise en équivalence.

2.2.3. Information sectorielle

Un secteur d'activité est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs d'activité. Un secteur géographique est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres environnements économiques dans lesquels le groupe opère.

La norme IFRS 8 qui remplace la norme IAS 14, conduit à présenter une information sectorielle fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs. En application de cette nouvelle norme, le groupe a retenu 6 secteurs à présenter et donne pour chacun d'eux les principaux

agrégats financiers utilisés par la Direction pour piloter le groupe (cf. note 9). L'application de cette norme n'a pas d'effet sur le résultat ni sur la situation financière du groupe.

Les 6 secteurs retenus par le groupe sont les suivants :

- activité en France pour l'exploitation des magasins en France, y compris l'activité franchise ;
- activité en Belgique pour l'exploitation des magasins en Belgique ;
- activité aux Pays-Bas pour l'exploitation des magasins aux Pays-Bas ;
- activité en Espagne pour l'exploitation des magasins en Espagne ;
- activité Asie relative aux opérations de sourcing ;
- activité Eoliennes (actifs destinés à la vente).

2.2.4. Transactions internes

Les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes à l'ensemble consolidé sont éliminés.

2.2.5. Comptabilisation des opérations en devises

Les transactions libellées en devises étrangères sont converties au cours de change en vigueur à la date de l'opération ou au taux de la couverture de change qui leur est affectée, le cas échéant. En fin d'exercice, les actifs et passifs libellés en devises étrangères et non couverts sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes.

Les pertes et les profits de change découlant du dénouement de ces transactions et ceux découlant de la conversion sont comptabilisés en résultat.

Note 2.3 : Postes du bilan

2.3.1. Immobilisations incorporelles

- Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des sociétés consolidées et la part du groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation. Par ailleurs, les écarts d'acquisition tiennent également compte des fonds de commerce acquis lors des rachats directs de magasins.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises ». Selon la norme IAS 36 « Dépréciations d'actifs », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie, catégorie limitée pour le groupe aux écarts d'acquisition et aux fonds de commerce.

Pour ce test, les écarts d'acquisition sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie, qui correspondent à des ensembles homogènes générant conjointement des flux de trésorerie identifiables. Les modalités des tests de perte de valeur des Unités Génératrices de Trésorerie sont détaillées en note 2.3.6. En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite en marge opérationnelle.

- Logiciels

Les coûts liés à l'acquisition de licences de logiciels sont inscrits à l'actif sur la base des coûts encourus pour acquérir et pour mettre en service les logiciels concernés. Ces coûts sont amortis sur la durée d'utilité estimée des logiciels.

2.3.2. Immobilisations corporelles

- Valeur brute

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation. Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location-financement tels que définies par la norme IAS 17 « Contrats de location », sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements minimaux futurs ou pour leur valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passif financier. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrits ci-dessous.

- Amortissement

Le groupe n'a pas retenu de valeur résiduelle pour ses immobilisations, la plupart des actifs étant destinés à être utilisés jusqu'à la fin de leur durée de vie et il n'est, en règle générale, pas envisagé de les céder.

L'amortissement des immobilisations corporelles à l'exception des terrains est calculé suivant le mode linéaire en fonction de leurs composants et de leur durée d'utilité effective.

Composants constructions	20 ans
Composants toitures	10 ans
Agencements et aménagements.....	entre 10 et 15 ans
Installations techniques	entre 7 et 10 ans
Matériels et outillages.....	entre 5 et 7 ans
Matériels de transport	4 ans
Matériels et mobiliers de bureau.....	entre 3 et 5 ans

2.3.3. Contrats de location-financement

Tous les contrats de crédit-bail immobilier, de crédit-bail mobilier significatifs, de baux commerciaux et de location et de sous-location sont testés pour être qualifiés en contrat de location-financement ou de location simple.

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs.

Ces immobilisations sont amorties suivant la méthode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée, déterminée selon les mêmes critères que ceux utilisés pour les immobilisations dont le groupe est propriétaire ou bien, en fonction de la durée du contrat. La dette correspondante, nette des intérêts financiers, est inscrite au passif.

Les immobilisations corporelles déterminées en vertu de location financière sont enregistrées au bilan à la juste valeur ou, si cette valeur est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location déterminée, chacune au commencement du contrat de location.

Les frais de location simple sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

2.3.4. Immobilisations financières

Les titres de participation des sociétés non consolidées figurent au bilan à leur prix de revient. Une provision pour dépréciation des titres non consolidés est constituée lorsque la juste valeur est inférieure à la valeur d'acquisition.

La valeur d'inventaire des titres significatifs est déterminée en tenant compte de la quote-part de situation nette détenue éventuellement corrigée et des perspectives.

Les actifs financiers comprennent essentiellement des dépôts de garantie versés dans le cadre de baux commerciaux. En cas de risque de non recouvrabilité, l'éventuelle perte de valeur fait l'objet d'une provision.

2.3.5. Actifs destinés à être cédés

Les actifs et passifs qui sont immédiatement disponibles pour être vendus, et dont la vente est hautement probable, sont classés en actifs et passifs destinés à être cédés.

Quand plusieurs actifs sont destinés à être cédés lors d'une transaction unique, on considère le groupe d'actifs dans son ensemble ainsi que les passifs qui s'y rattachent.

Les éventuels actifs, ou groupes d'actifs, destinés à être cédés sont évalués au montant le plus faible entre la valeur nette comptable et la juste valeur nette des coûts de cession. En application de la norme IAS 12, un impôt différé est constaté sur la différence entre la valeur en consolidation des titres cédés et leur valeur fiscale.

Ils sont classés respectivement sur deux lignes du bilan consolidé et sur une ligne du compte de résultat.

A chaque clôture, la valeur des actifs et passifs est revue afin de déterminer s'il y a lieu de constater une perte ou un profit dans le cas où la juste valeur nette des coûts de cession aurait évolué.

2.3.6. Dépréciation des actifs

Les immobilisations ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties et sont soumises à un test annuel de dépréciation.

Les actifs amortis sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'en raison de circonstances ou d'événements particuliers, la recouvrabilité de leur valeur comptable est mise en doute. Une dépréciation est comptabilisée à concurrence de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif.

Les tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre leur valeur vénale et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation.

Pour les écarts d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles, un test de dépréciation est effectué chaque année selon les modalités suivantes :

Les écarts d'acquisition sont affectés aux Unités Génératrices de Trésorerie du groupe correspondant aux zones géographiques dans lesquelles les activités sont exercées.

La valeur recouvrable des Unités Génératrices de Trésorerie est déterminée sur la base des calculs de la valeur d'utilité. Ces calculs sont effectués à partir de la projection des *free cash flows* basée d'une part sur les résultats réalisés de l'exercice n-1 et d'autre part de l'exercice sous revue. Les flux de trésorerie sont extrapolés à partir des taux de croissance estimés indiqués ci-après. Le taux de croissance retenu ne saurait dépasser le taux de croissance moyen à long terme du secteur d'activité de l'Unité Génératrice de Trésorerie.

La valeur ainsi obtenue ne peut être inférieure à la valeur vénale définie comme étant égale à un pourcentage de 40 % à 70 % du chiffre d'affaires selon les UGT, ces taux correspondant aux niveaux minimaux de transactions réalisées ces dernières années. Les valeurs vénales déterminées sur la base de ces ratios intègrent exclusivement les valeurs des actifs immobilisés rattachés à l'exploitation des fonds (matériels industriels, mobiliers, bureaux...).

Principales hypothèses retenues pour les calculs des valeurs d'utilité :

Taux de croissance	1,5 %
Taux d'actualisation	10 %

Le taux d'actualisation moyen de 10 % a été déterminé à partir du taux d'un placement sans risque et d'une prime de risque. Dans la mesure où le taux ainsi déterminé est voisin de 9 %, la société a retenu, par soucis de prudence, un taux de 10 %.

La direction a budgété les résultats des Unités Génératrices de Trésorerie en fonction des performances passées et du développement du marché qu'elle anticipe. Les taux de croissance moyens pondérés utilisés sont cohérents avec les prévisions figurant dans les rapports sur le secteur d'activité. Les taux d'actualisation utilisés reflètent les risques inhérents au secteur concerné.

Dans certaines situations, le groupe fait appel à une expertise indépendante pour vérifier que la valeur comptable de l'UGT n'est pas supérieure à sa valeur réelle. Compte-tenu du contexte économique en Espagne, une étude a été réalisée fin 2010 sur ce pays et sera réactualisé pour 2011.

Le principal indice de perte de valeur retenu et considéré comme pertinent dans la distribution d'articles de bricolage correspond au taux de baisse du chiffre d'affaires d'un fonds de commerce par rapport à l'année précédente. Le principal événement défavorable pouvant impacter le chiffre d'affaires est l'évolution de la concurrence.

2.3.7. Stocks

Les stocks ne correspondent qu'à des valeurs de marchandises. Ils sont comptabilisés selon la méthode du coût d'achat en tenant compte de l'incidence des ristournes, de l'escompte et des participations publicitaires à l'exception de celles facturées à l'occasion de l'ouverture de magasins ainsi que des coûts accessoires d'achats. Lorsque la valeur de réalisation est inférieure au coût d'achat, une provision pour décote est constituée à hauteur de la différence entre la valeur brute et la valeur probable de réalisation. Les décotes sur stocks sont calculées entre autre, sur la base d'un inventaire en magasins des produits pour lesquels une remise est nécessaire, et par rapport à une approche statistique sur les rotations.

2.3.8. Actifs et passifs financiers

2.3.8.1. Actifs financiers

En application de la norme IAS 39, les actifs financiers sont classés suivant l'une des cinq catégories suivantes :

- Les actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat ;
- Les dérivés ;
- Les prêts et créances ;
- Les actifs détenus jusqu'à échéance ;
- Les actifs disponibles à la vente.

La classification détermine le traitement comptable de ces instruments. Elle est déterminée par le groupe à la date de comptabilisation initiale, en fonction de l'objectif suivant lequel ces actifs ont été acquis. Les achats et ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction, date à laquelle le groupe est engagé dans l'achat ou la vente de l'actif.

a. Les actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat

Il s'agit d'actifs financiers détenus par le groupe à des fins de réalisation d'un profit de cession à court terme, ou encore d'actifs financiers volontairement classés dans cette catégorie.

Ces actifs sont évalués à la juste valeur avec enregistrement des variations de valeur en résultat.

Classés en actifs courants dans les équivalents de trésorerie, ces instruments financiers comprennent notamment les parts d'OPCVM de trésorerie.

b. Les prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers, dont les paiements sont déterminés ou déterminables, qui ne sont pas cotés sur un marché actif et qui ne sont ni détenus à des fins de transaction ni disponibles à la vente.

Ces actifs sont évalués initialement à la juste valeur, puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour les créances à court terme sans taux d'intérêt déclaré, la juste valeur est assimilée au montant de la facture d'origine sauf si le taux d'intérêt effectif a un impact significatif.

Ces actifs font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

Les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances et les créances commerciales sont inclus dans cette catégorie. Ils figurent en actifs financiers et en créances commerciales.

c. Les actifs détenus jusqu'à échéance

Les actifs détenus jusqu'à échéance sont des actifs financiers, autres que les prêts et les créances, ayant une échéance fixée, dont les paiements sont déterminés ou déterminables, et que le groupe a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à cette échéance. Ces actifs sont comptabilisés initialement à la juste valeur puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ils font l'objet de tests de dépréciation en cas d'indication de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable estimée.

Les actifs détenus jusqu'à échéance sont présentés en actifs financiers.

d. Les actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente sont des actifs financiers qui ne font pas partie des catégories précitées. Ils sont évalués à la juste valeur. Les plus ou moins-values latentes constatées sont comptabilisées dans les capitaux propres jusqu'à leur cession. Cependant, lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation d'un actif disponible à la vente, la perte cumulée est comptabilisée en résultat. Les dépréciations constatées sur les titres à revenus variables ne peuvent pas être reprises lors d'un arrêté ultérieur.

La juste valeur correspond, pour les titres cotés, à un prix de marché. Pour les titres non cotés, elle est déterminée par référence à des transactions récentes ou par des techniques de valorisation qui intègrent des données de marché fiables et observables. Toutefois, lorsqu'il est impossible d'estimer raisonnablement la juste valeur d'un titre, ce dernier est évalué au coût historique. Ces actifs font alors l'objet de tests de dépréciation afin d'en apprécier le caractère recouvrable.

Cette catégorie comprend principalement les titres de participation non consolidés et les valeurs mobilières qui ne répondent pas aux autres définitions d'actifs financiers.

2.3.8.2. Dettes financières et intérêts financiers

Les passifs financiers sont essentiellement constitués des emprunts bancaires, des découverts bancaires et des emprunts sur location-financement.

Les dettes financières sont initialement comptabilisées à leur juste valeur qui correspond au montant des fonds reçus net des coûts de transaction afférents.

Les charges financières sur dettes financières sont comptabilisées en charge en fonction de la durée de l'engagement sur la base du taux d'intérêt effectif. La prise en compte de ce taux d'intérêts effectif n'est appliquée qu'après réalisation de tests sur tous les nouveaux contrats d'emprunts et uniquement si les impacts sur les comptes consolidés sont significatifs.

Les dettes financières sont classées en éléments courants si elles sont exigibles ou renouvelables dans le délai d'un an au maximum.

2.3.8.3. Instruments dérivés

Selon les règles du groupe, les différentes sociétés consolidées ne doivent prendre aucune position spéculative en matière financière. Par conséquent, tous les instruments dérivés conclus par les sociétés du groupe ne le sont qu'à des fins de couverture.

En matière de risque de taux, les dettes et prêts financiers à taux fixe couverts par des swaps de taux sont valorisés au bilan à leur valeur de marché. Les variations de juste valeur de ces dettes sont enregistrées dans le coût de l'endettement financier, et compensées par la comptabilisation des variations de juste valeur des dérivés de couverture attachés. Les dettes et prêts financiers à taux variable sont valorisés au coût qui correspond à la juste valeur de marché. Les swaps ou caps qui les couvrent sont valorisés au bilan à leur valeur de marché et les variations de leur valeur pour leur partie efficace sont enregistrées directement en capitaux propres sur la ligne « couverture des taux IAS 39 » sur le tableau de variation des capitaux propres consolidés.

La juste valeur des instruments dérivés de taux est leur valeur de marché. Cette valeur de marché communiquée par les banques et par une société financière spécialisée est calculée par actualisation des flux futurs au taux d'intérêt en vigueur à la clôture. La société retient la valeur la moins favorable par prudence.

2.3.9. Comptes de régularisation d'actifs

Les comptes de régularisation d'actifs comprennent les charges payées d'avance imputables à la période suivante.

2.3.10. Provisions pour risques et charges

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le groupe a une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers résultant d'événements passés et dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Si le montant ou l'échéance ne peuvent être estimés avec suffisamment de fiabilité, il s'agit alors d'un passif éventuel constituant un engagement du groupe sauf dans le cadre des acquisitions dont les passifs éventuels sont comptabilisés au bilan consolidé.

Les provisions significatives pour autres passifs dont les dates de paiement peuvent être anticipées font l'objet d'une actualisation.

2.3.11. Avantages du personnel

Le groupe comptabilise en provisions les avantages du personnel résultant des contrats à prestations définies. Ils concernent les engagements de retraite en France et les couvertures d'assurance retraite en Belgique. Conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraite et assimilés en France sont évalués en interne. La méthode d'actualisation retenue, identique pour tout le groupe, s'appuie cependant sur des hypothèses propres à chaque pays (taux de cotisation, turnover, progression salariale).

2.3.12. Capital

- Plans de souscription et d'achat d'actions à prix unitaire convenu

Des options d'achat et de souscription d'actions sont accordées aux cadres dirigeants et à certains salariés du groupe. Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options sont évaluées à la date d'octroi. Le groupe utilise pour les valoriser le modèle mathématique Black & Scholes. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.

La valeur des options est notamment fonction de leur durée de vie attendue, que le groupe estime correspondre à leur période d'indisponibilité fiscale. Cette valeur est enregistrée en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date de maturité – période d'acquisition des droits – avec une contrepartie directe en capitaux propres.

Conformément à la norme IFRS 2, seuls les plans accordés après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis le 1^{er} janvier 2005 sont évalués et comptabilisés en charges de personnel. Les plans antérieurs au 7 novembre 2002 ne sont pas évalués et restent non comptabilisés.

- Titres d'autocontrôle

Tous les titres d'autocontrôle détenus par le groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

2.3.13. Impôts sur les résultats

1/. La loi de finance 2010 n° 2009-1673, supprime la taxe professionnelle et la remplace par la Contribution Economique Territoriale (CET), constituée de deux composantes qui s'additionnent :

- La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE)
- La Cotisation sur la Valeur Ajoutée (CVAE)

Le groupe a pris l'option en 2010 de classer la CVAE issue de la réforme de la taxe professionnelle en impôt sur les sociétés.

2/. Le groupe comptabilise des impôts différés selon la méthode du report variable pour l'ensemble des différences temporaires entre les valeurs fiscales et les valeurs comptables des actifs et passifs enregistrées au bilan consolidé à l'exception :

- des écarts d'acquisition ;
- des écarts d'évaluation portant sur des actifs incorporels non amortis ne pouvant être cédés séparément de l'entreprise acquise.

Les impôts non récupérables relatifs aux propositions de distribution de dividendes des entités consolidées sont provisionnés. Aucun impôt n'est provisionné au titre de la distribution éventuelle de réserves.

Les impôts latents sur les éléments d'actifs incorporels réévalués dans les comptes individuels ne sont pas provisionnés tant que la cession des biens concernés n'est pas envisagée.

Les actifs d'impôts différés correspondant à des déficits fiscaux reportables ne sont pris en compte qu'en cas de probabilité de récupération calculée sur la base de comptes prévisionnels de résultat opérationnel courant à 5 ans démontrant l'existence probable de bénéfices imposables attendus à moyen terme. Conformément à la norme IFRS 3, ces actifs d'impôts différés peuvent donner lieu à une diminution de la valeur de l'écart d'acquisition constaté au moment de l'acquisition de l'entité concernée.

Note 2.4 : Postes du compte de résultat

2.4.1. Reconnaissance du revenu

Le chiffre d'affaires est constitué par les ventes et les prestations de services à des tiers. Les ventes sont enregistrées à leur juste valeur dans le compte de résultat lorsque les risques et les avantages inhérents à la propriété des biens sont transférés à l'acheteur. Le chiffre d'affaires est retraité du montant acquis par les porteurs de la carte Bricobonus, conformément à la norme comptable IFRIC 13.

2.4.2. Autres produits et charges opérationnels

Ce poste recouvre d'une part les produits et charges non récurrents liés à l'activité (résultat de cessions d'actifs, indemnités diverses) et d'autre part les éléments, d'un montant anormal, qui ne correspondent pas à l'activité courante.

2.4.3. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel comprend l'ensemble des produits et des charges autres que le résultat financier et l'impôt sur les sociétés.

2.4.4. Charges financières nettes

Ce poste inclut les charges d'intérêts sur les fonds empruntés à l'extérieur, y compris les obligations remboursables en actions.

Il comprend également :

- les différences de change sur les actifs et passifs financiers ;
- les variations de juste valeur des instruments dérivés de taux d'intérêt et de change affectant le compte de résultat ;
- les effets de l'actualisation des actifs et des passifs financiers ;
- les variations de la valeur recouvrable des titres de participations non consolidés ;

- les écarts de conversions ;
- les dividendes ;
- les produits d'intérêts.

Les dividendes sont enregistrés en résultat lorsqu'ils ont été votés par l'Assemblée Générale de la société qui les distribue. Les produits d'intérêts sont inscrits en « prorata temporis » en tenant compte du taux d'intérêt effectif de l'instrument financier auquel ils se rattachent.

2.4.5. Détermination du résultat net par action

Le résultat net par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net consolidé part du groupe par le nombre d'actions composant le capital au 30 juin, y compris les actions détenues en propre.

Le résultat net consolidé part du groupe dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante. Ce calcul repose sur l'hypothèse que toutes les options seront souscrites par voie d'augmentation de capital.

2.4.6. Evénements postérieurs à la clôture

La valeur des actifs et passifs à la date du bilan est ajustée lorsque des événements altèrent les montants relatifs aux situations existant à la date de clôture.

Ces ajustements ont lieu jusqu'à la date d'approbation des comptes par le Conseil d'Administration.

Il n'existe pas d'autres événements modifiant l'état des actifs et des passifs à la date de clôture.

Note 3. – Immobilisations.

(en milliers d'euros)	30/06/11	31/12/10
Valeur brute		
Immobilisations incorporelles	175 348,5	174 181,9
<i>Dont goodwill</i>	164 793,5	164 093,4
Immobilisations corporelles	200 412,7	190 095,7
Amortissements/Dépréciations		
Immobilisations incorporelles	-8 563,0	-8 036,5
<i>Dont goodwill</i>	-1 031,1	-1 031,1
Immobilisations corporelles	-109 827,8	-104 765,9
Valeur nette		
Immobilisations incorporelles	166 785,5	166 145,4
<i>Dont goodwill</i>	163 762,3	163 062,3
Immobilisations corporelles	90 584,9	85 329,8

L'évolution du poste immobilisations provient essentiellement des nouveaux magasins en France.

Les différents mouvements qui justifient la variation du goodwill de 0,7 millions d'euros au cours du semestre concernent le nouveau magasin de Romilly-sur-Seine. Il n'existe aucun impact entraînant une diminution.

En l'absence sur ce semestre d'autres entrées et sorties sur le périmètre d'intégration, le bilan et le compte de résultat du groupe n'intègre aucune variation de périmètre

Note 4. – Stocks.

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Stocks de marchandises bruts	232 313,8	214 804,9
Provisions sur stocks	-2 235,3	-1 579,9
Stocks de marchandises nets	230 078,5	213 225,0

Les stocks sont en quasi-totalité constitués de marchandises. Leur évolution résulte principalement de la variation du nombre de magasins sur le semestre, associée aux phénomènes de saisonnalité spécifiques aux stocks. A périmètre comparable, ils sont en baisse encore cette année en France par rapport à l'année précédente en raison de la poursuite de la politique d'optimisation des stocks.

Note 5. – Clients et autres débiteurs.

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Créances clients	17 741,6	19 162,4
Provisions pour dépréciation	-1 828,4	-1 695,4
Total clients et autres débiteurs	15 913,2	17 467,0
Autres actifs courants	62 005,4	34 850,3

L'évolution du poste « autres actifs courants » est à rattacher principalement à la reprise des activités GOLDI (5 nouveaux magasins aux Pays-Bas) intervenue le 1^{er} juillet 2011 pour un décaissement le 30 juin 2011.

Note 6. – Evolution de la trésorerie et endettement.

6.1. Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Valeurs mobilières de placement	0,2	6 785,4
Liquidités détenues en caisse et en banque	50 632,5	28 133,3
Intérêts courus non échus sur disponibilités	598,1	1,0
Total	51 230,7	34 919,7

6.2. Emprunt

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Dettes envers les établissements de crédit	67 145,8	66 324,1
Dettes sur immobilisations en location-financement	4 032,7	3 762,5
Juste valeur des instruments financiers de couverture de taux d'intérêt long terme	0,0	0,0
Emprunts et dettes financières diverses	243,4	211,3
Emprunts portant intérêt non courants	71 422,0	70 297,9
Dettes envers les établissements de crédit	83 447,1	67 089,2
Concours bancaires courants	42 096,5	16 174,7
Dettes sur immobilisations en location-financement	2 253,8	2 494,0
Intérêts courus non échus	989,7	383,0
Juste valeur des instruments financiers de couverture de taux d'intérêt court terme	0,0	0,0
Dettes financières diverses	101,7	87,0
Emprunts portant intérêt courants	128 888,8	86 228,0
Total emprunts	200 310,7	156 525,9

Au-delà de l'impact de la loi LME en France qui pèse sur la trésorerie, l'évolution des dettes est là encore à rattacher essentiellement à l'opération de croissance externe intervenue aux Pays-Bas le 1^{er} juillet 2011.

6.3. Endettement net

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Trésorerie et équivalent de trésorerie	51 230,7	34 919,7
Emprunt	200 310,7	156 525,9
Endettement net	149 080,0	121 606,2

L'endettement net au 30 juin 2011 s'élève à 149,1 millions d'euros contre 125,3 millions d'euros au 30 juin 2010. Au cours de la période considérée, le groupe a remboursé -16,7 millions d'euros et a souscrit pour 35,1 millions d'euros d'emprunts nouveaux à moyen et court terme.

Note 7. – Instruments financiers dérivés

Afin de gérer son exposition aux risques de change et de taux d'intérêt qui découlent de ses opérations courantes, le groupe utilise des instruments dérivés négociés avec des contreparties de premier plan.

Conformément aux règles du groupe, ces instruments dérivés de change et de taux d'intérêt sont mis en place exclusivement à des fins de couverture.

a. Couverture du risque de change

Le groupe est exposé au risque de change sur des transactions commerciales comptabilisées au bilan et sur des transactions futures ayant un caractère hautement probable.

La politique du groupe en matière d'exposition au risque de change sur ses opérations commerciales futures est de couvrir au minimum 80 % du risque de change par des instruments dérivés dès lors que les budgets d'exploitation sont arrêtés dans les filiales du groupe.

L'ensemble des flux futurs en devises du groupe fait l'objet de prévisions détaillées à l'horizon de l'année budgétaire à venir. Les risques de change mis en évidence sont couverts par des achats ou des ventes à terme ou par des options, afin de réduire au maximum la position de change par devises de chaque filiale. La durée de vie de ces instruments est en adéquation avec les flux de règlement du groupe.

Les sociétés du groupe ayant par ailleurs l'obligation d'emprunter et de placer leur trésorerie dans leur propre devise, les risques de change générés par la gestion de leur trésorerie courante sont pratiquement inexistantes.

Les instruments financiers dérivés détenus dans un but de couverture du risque de change ont tous une maturité inférieure à 18 mois à l'origine et se détaillent comme suit :

(en milliers d'euros)	Nominal		Valeur de marché	
	30/06/11	31/12/10	30/06/11	31/12/10
Change à terme				
Achat d'euros contre devises	8 038	2 158	-64	111
Dont EUR/USD				
Total change à terme	8 038	2 158	-64	111
Options de change				
Dont options EUR/USD		0		0
Total options de change		0		0
Total options de change et change à terme	8 038	2 158	-64	111

La juste valeur des instruments dérivés est leur valeur de marché. Le groupe n'a pas de positions en devises significatives non couvertes au bilan.

b. Couverture du risque de taux d'intérêt

Le groupe se refinance principalement à taux variables et utilise des instruments dérivés de taux pour réduire l'exposition nette au risque de taux d'intérêt. Ceux-ci ne sont jamais détenus à des fins spéculatives.

Ces instruments dérivés sont principalement des contrats d'échange (swaps) et d'options de taux d'intérêt (achats de caps) négociés de gré à gré.

Les valeurs de marché de ces instruments telles que détaillées ci-dessous sont à mettre en regard des valeurs de marché des dettes qu'ils couvrent.

Les instruments dérivés de taux sont les suivants :

(en milliers d'euros)	Notionnel		Valeur de marché	
	30/06/2011	31/12/2010	30/06/2011	31/12/2010
Couverture de flux de trésorerie	265 000	335 000	-1 765	-3 343
Couverture de juste valeur				
Dérivés non qualifiés				
Total	265 000	335 000	-1 765	-3 343

La juste valeur des instruments dérivés de taux est la valeur de marché. La valeur de marché des instruments financiers de taux est calculée par actualisation des flux futurs au taux d'intérêt en vigueur à la clôture.

Les échéances des instruments dérivés de taux ventilés par nature de couverture se déclinent comme suit (les contrats dont la durée d'exécution est supérieure à 12 mois sont classés à plus d'1 an.) :

(en milliers d'euros)	31/12/10			30/06/11			Total juste valeur au 30/06/11
	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	
Couverture de flux de trésorerie							
Swaps de taux emprunteurs taux fixe	80 000	215 000	0	20 000	225 000		-1 765
Caps achats	40 000			20 000			0
Couverture de flux de juste valeur							
Swaps de taux emprunteurs taux variable							
Dérivés non qualifiés							
Swaps de taux variable/variable							
Total	120 000	215 000		40 000	225 000		-1 765

Note 8. – Provisions pour autres passifs.

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Provisions pour risque d'exploitation	589,2	1 355,5
Provisions pour engagement de retraite	4 326,8	4 272,8
Provisions pour risques magasins	2 697,5	1 836,7
Provisions pour impôts et taxes	739,0	344,3
Autres provisions	0,0	0,0
Total	8 352,5	7 809,3
dont provisions non courantes engagements envers le personnel	4 326,8	4 272,8
dont provisions non courantes	2 949,8	3 000,7
dont provisions courantes	1 075,8	535,8

Note 9. – Fournisseurs et autres passifs courants.

(en milliers d'euros)	30/06/2011	31/12/2010
Fournisseurs	102 589,4	87 445,1
Dettes sur acquisitions actifs	233,5	233,4
Total fournisseurs et autres	102 822,8	87 678,5
Dettes sociales	20 117,2	22 064,2
Dettes fiscales	6 219,8	8 883,7
Comptes courants - passif	6 246,6	-32,8
Autres dettes	8 209,6	8 613,8
Produits constatés d'avance	0	0
Autres passifs courants	143 648,1	127 237,7
Total liaisons	-2 338,2	-2 656,9
Total Général	141 309,9	124 580,8

Note 10. – Chiffre d'affaires et marge commerciale.

(en milliers d'euros)	30/06/2011	30/06/2010
Vente de marchandises	361 539,2	341 091,1
Coût d'achat des marchandises vendues	-221 169,0	- 209 196,2
Marge commerciale	140 370,2	131 894,9

Le chiffre d'affaires au 30 juin 2011 est en progression de 5,99 % par rapport au 30 juin 2010.

Le taux de marge consolidée est stable au premier semestre 2011 à 38,8 %, et ce malgré une politique commerciale plus promotionnelle au premier semestre en France. La marge s'est sensiblement améliorée en Espagne en raison de l'impact de l'ouverture du nouveau magasin et d'une politique appropriée contre la démarque.

Note 11. – Autres produits et charges d'exploitation.

(en milliers d'euros)	30/06/2011	30/06/2010
Autres produits et charges d'exploitation	3 787,1	1 177,5
Total	3 787,1	1 177,5

Ces produits sont principalement à rattacher à une indemnité perçue dans le cadre d'un retrait de recours contre une CDAC.

Note 12. – Autres produits et charges opérationnels.

(en milliers d'euros)	30/06/2011	30/06/2010
Plus ou moins values de cession d'actifs non courants corporels et incorporels	-209,6	- 16,3
Variation nette des provisions pour risques et charges	-107,9	- 94,1
Dépréciation d'actifs non courants	-94,5	0
Total	-412,0	-110,4

Note 13. – Charge d'impôt sur les sociétés

(en milliers d'euros)	30/06/2011
Résultat avant impôt	14 138,6
Impôt au taux normal France	4 712,4
Impôt réel	5 469,1
Ecart d'impôt	756,7
Effet des variations de taux d'imposition	-69,3
Effet des différences permanentes	614,8
Déficits reportables	364,6
Redressements fiscaux et autres différences	-153,4
Total	756,7

Note 14. – Compte de résultat sectoriel.

(en milliers d'euros)	France	Belgique	Pays-Bas	Espagne	Eoli- ennes	Asie	Elim. par secteurs	Total
Chiffre d'affaires	241 342	56 368	51 704	12 229	0	0	-104	361 539
Autres produits de l'activité	2 050	420	147	45	0	255	-850	2 067
Achats consommés	-147 760	-35 005	-31 344	-7 394	0	0	334	-221 169
Charges externes	-34 136	-6 986	-8 607	-2 900	-2	-48	595	-52 084
Charges de personnel	-44 674	-8 600	-7 259	-2 402	0	-55	0	-62 991
Impôts et taxes	-4 058	-737	-95	-4	0	0	0	-4 895
Dotations aux amortissements	-4 605	-1 557	-1 266	-337	0	-1	0	-7 767
Dotations aux provisions	-1 746	-25	-9	-3	0	0	0	-1 784
Variation stocks d'encours et de produits finis								
Autres produits et charges d'exploitation	3 794	-16	-2	-13	0	0	25	3 787
Résultat opérationnel courant	10 207	3 861	3 268	-780	-3	151	0	16 703
Résultat sur cession de participations consolidées								
Autres produits et charges opérationnels	-221	-52	-25	-20	-94	0	0	-412
Résultat opérationnel	9 986	3 809	3 242	-800	-97	151	0	16 291
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	34	6	79	0	0	0	0	120
Coût de l'endettement financier brut	-1 643	-165	-130	-58	0	0	0	-1 997
Coût de l'endettement financier net	-1 609	-158	-51	-58	0	0	0	-1 876
Autres produits et charges financiers	1 190	-76	-911	-256	-57	0	-157	-267
Résultat avant impôt	9 657	3 575	2 280	-1 114	-154	151	-157	14 148
Impôt sur les bénéfices	-4 052	-1 038	-395	16	0	0	0	-5 469
Quote-part de résultat mise équivalence	-9	0	0	0	0	0	0	-9
Résultat activités destinées à être cédées								
Résultat net total	5 506	2 536	1 885	-1 098	-154	151	-157	8 669
Part du groupe	5 505	2 535	1 921	-1 098	-154	101	-157	8 654
Part des minoritaires	0	1	-36	0	0	50	0	15

(en milliers d'euros)	France	Belgique	Pays-Bas	Espagne	Eoli- -ennes	Asie	Elim. par secteurs	Total
Immobilisations incorporelles	2 908	100	10	5	0	0	0	3 023
Ecart d'acquisition	87 089	23 406	50 688	2 579	0	0	0	163 762
Immobilisations corporelles	46 895	19 845	15 321	8 523	0	1	0	90 585
Titres mis en équivalence	245	0	0	0	0	0	0	245
Autres actifs financiers	66 066	-15 368	-686	-2 726	-38	1	-38 087	9 162
Impôts différés	2 545	1 847	856	211	0	0	0	5 459
Autres actifs long terme	790	2	5	0	0	0	0	798
Total actifs non-courants	206 539	29 832	66 194	8 592	-38	2	-38 087	273 034
Stocks et en-cours	159 049	32 722	27 297	11 010	0	0	0	230 078
Clients et autres débiteurs	16 760	1 230	772	17	0	43	-2 909	15 913
Créances d'impôt	1	-1	135	18	0	0	0	154
Autres actifs courants	119 303	14 193	30 378	1 109	3	7	-102 988	62 005
VMP et autres placements	0	0	0	0	0	0	0	0
Disponibilités	15 684	9 726	24 519	1 116	0	186	0	51 231
Total actifs courants	310 796	57 871	83 102	13 270	3	236	-105 896	359 381
Actifs destinés à être cédés	0	0	0	0	14 124	0	0	14 124
Total actif	517 334	87 704	149 296	21 862	14 089	238	-143 983	646 540

Capital	31 104	0	0	0	0	0	0	31 104
Primes liées au capital	13 394	0	0	0	0	0	0	13 394
Actions propres								
Autres réserves	-1 764	0	0	0	0	-8	0	-1 771
Résultats accumulés	193 021	30 190	23 056	-10 458	-2 026	163	1 381	235 327
Total capitaux propres, part du groupe	235 755	30 190	23 056	-10 458	-2 026	156	1 381	278 054
Intérêts minoritaires	3	32	-77	0	0	77	0	35
Total des capitaux propres	235 758	30 222	22 979	-10 458	-2 026	233	1 381	278 089
Emprunts et dettes financières	57 054	31 602	17 614	4 619	0	0	-39 467	71 422
Engagements envers le personnel	3 800	527	0	0	0	0	0	4 327
Autres provisions	3 523	42	250	211	0	0	0	4 026
Impôts différés	0	503	37	0	0	0	0	540
Autres passifs long terme	146	38	0	0	0	0	0	184
Total passifs non courants	64 523	32 711	17 901	4 830	0	0	-39 467	80 499
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	103 979	8 973	12 356	3 804	0	0	-224	128 889
Provisions (part à moins d'un an)	0	0	0	0	0	0	0	0
Fournisseurs et autres créiteurs	79 022	10 720	7 161	8 818	-2 334	6	-2 909	100 485
Dettes d'impôt	208	2 563	48	16	0	0	0	2 835
Autres passifs courants	33 844	2 513	88 849	14 852	3 530	0	-102 763	40 825
Total passifs courants	217 052	24 770	108 415	27 490	1 197	6	-105 896	273 034
Passifs destinés à être cédés	0	0	0	0	14 918	0	0	14 918
Total passif	517 334	87 704	149 296	21 862	14 089	238	-143 983	646 540

Entreprises	Siège	N° Siren	Contrôle	Méthode	Entrée	Sortie
Bricorama SA	Villiers-sur-Marne	957 504 608	Sté Mère	I.G.	01/1997	
Bricorama France SAS	Roanne	406 680 314	99,77 %	I.G.	06/1997	
Brico 3 SAS	Fontenay	480.441.534	100 %	I.G.	12/2004	
Eoliennes Bricorama 2 SAS	Fontenay	487 603 714	100 %	I.G.	11/2005	
Bricorama BV	Breda	Etrangère	100 %	I.G.	06/1997	
Bricorama NV	Uccle	Etrangère	100 %	I.G.	06/1997	
Bouwmar NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Robo NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Gruto BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
CB Bouwmarkten NV	Geel	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Boco NV	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Andenne Bricolage BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Mag BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
DIY Retail Service BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Maz BVBA	Zelzate	Etrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Maatschap Bouwmarkt Gent BV	Gent	Étrangère	100 %	I.G.	11/2001	
Rubus Bouwmarkt BV	Breda	Etrangère	100 %	I.G.	01/2004	
Megara BV	Breda	Etrangère	100 %	I.G.	01/2004	
Mekowa BVBA	Gent	Etrangère	100 %	I.G.	01/2006	
Bouwmarkt Haarlem BV	Haarlem	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007	
Bouwmarkt Beverwijk BV	Haarlem	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007	
Interbrico SA	Bastogne	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007	
Batkor Finance BV	Breda	Etrangère	100 %	I.G.	01/2007	
Bricorama Méditerranée SL	Valladolid	Etrangère	100 %	I.G.	04/2004	
Bricorama Iberia SL	Valladolid	Etrangère	100 %	I.G.	01/2006	
Bricoried SAS	Selestat	424 833 739	49 %	M.E.E.	06/2008	
Bouwmarkt Elburg BV	Breda	Etrangère	100 %	I.G.	01/2008	
Bricorama Asia Ltd	Hong-Kong	Etrangère	67 %	I.G.	07/2007	
Galleries Lindoises SAS	Lalinde	330 345 380	100 %	I.G.	03/2009	
SCI Immobilière Bricallerie	Fontenay	394 237 408	100 %	I.G.	01/2009	
Hasco Bouwmarkt Best BV	Best	Etrangère	100 %	I.G.	01/2009	
SARL Léomille	Chemillé	503 536 633	100 %	I.G.	04/2010	
SARL Brico SG	Châtellerault	517 814 486	100 %	I.G.	04/2010	
Solobri SAS	Soustons	385 283 726	100 %	I.G.	10/2009	
SCI Tamme	Soustons	490 286 135	99 %	I.G.	10/2009	
Legerstock Vermeersch - Andries NV	Eeklo	Etrangère	100 %	I.G.	04/2010	
Bricorama Bouwmarkten II BV	Apeldoorn	Etrangère	50 %	I.G.	01/2010	
Bouwmarkt Apeldoorn	Apeldoorn	Etrangère	100 %	I.G.	01/2010	

La société Eoliennes de Trémeheuc est positionnée en « actifs destinés à la vente » depuis le 31 décembre 2009.

Note 16. – Evènements postérieurs à la clôture.

La société SOLOBRI et BRICO SG doivent faire l'objet d'une TUP sur le 2^{ème} semestre 2011.

Le déploiement du logiciel SAP auprès de nos magasins franchisés est planifié à partir de septembre 2011.

Aux Pays-Bas, le deuxième semestre sera principalement consacré à l'intégration de 4 magasins Karwei et 1 Gamma du groupe GOLDI, racheté début juillet 2011.

Note 17. – Activités abandonnées ou en cours de cession.

Conformément à ses orientations stratégiques et aux dispositions de la norme IFRS 5, le groupe a décidé de reclasser sur les lignes prévues à cet effet l'intégralité des actifs, passifs et résultats des activités destinées à être cédées.

Ainsi, la ligne « Résultat d'activités destinées à être cédées » correspond au résultat de la société Eoliennes de Trémeheuc.

Le groupe considère que l'activité éoliennes n'est pas une activité stratégique et que ce désengagement s'inscrit aussi dans sa politique de maîtrise de son endettement. Ainsi, il est présenté les effets de ces opérations en « activités abandonnées ou en cours de cession », conformément à la norme IFRS 5.

17.1. Compte de résultat détaillé par nature des activités en cours de cession

Le compte de résultat des activités en cours de cession consolidé au 30 juin 2011 détaille le compte du premier semestre 2011 de la société Eoliennes de Trémeheuc, mise en « Résultat relatif aux activités abandonnées ou en cours de cession » selon IFRS 5, sur chacune des lignes du compte de résultat comme si cette société n'était pas retraitée en activités abandonnées ou en cours de cession.

(en milliers d'euros)

30 juin 2011	Activités maintenues	Société Eoliennes de Trémeheuc	Total
Chiffre d'affaires	361 539,2	817,5	362 356,7
Autres produits de l'activité	2 067,2		2 067,2
Achats consommés	-221 169,0		-221 169,0
Charges externes	-52 083,8	-229,3	-52 313,1
Charges de personnel	-62 990,7		-62 990,7
Impôts et taxes	-4 895,3	-24,0	-4 919,3
Dotations aux amortissements	-7 766,9	-460,2	-8 227,1
Dotations aux provisions	-1 784,5		-1 784,5
Variation de stocks d'en-cours et produits finis			
Autres produits et charges d'exploitation	3 788,2		3 788,2
Résultat opérationnel courant	16 704,3	104,1	16 808,4
Résultat sur cession participations conso			
Autres produits et charges opérationnels	-317,5		-317,5
Résultat opérationnel	16 386,8	104,1	16 490,8
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	120,4		120,4
Coût de l'endettement financier brut	-1 996,5	-328,5	-2 325,0
<i>Coût de l'endettement financier net</i>	<i>-1 876,2</i>	<i>-328,5</i>	<i>-2 204,6</i>
Autres produits et charges financiers	-226,0		-226,0
Résultat avant impôt	14 284,6	-224,4	14 060,2
Impôt sur les bénéfices	-5 469,1	87,9	5 381,2
Quote part mise en équivalence	-9,4		-9,4
Résultat activités destinées à être cédées	-136,5	136,5	0,0
Résultat net total	8 669,5	0,0	8 669,5
Part du groupe	8 654,2	0,0	8 654,2
Part des minoritaires	-15,3		-15,3
Résultat par action (euros)	1,39		1,39
Résultat dilué par action (euros)	1,37		1,37

17.2. Bilan détaillé par nature des activités en cours de cession

(en milliers d'euros)

Actif	Activités maintenues	Société Eoliennes de Trémeheuc	Total
Immobilisations incorporelles	3 023,2		3 023,2
Ecart d'acquisition	163 762,3	950,0	164 712,3
Immobilisations corporelles	90 584,8	13 021,2	103 606,0
Titres mis en équivalence	245,1		245,1
Autres actifs financiers	9 162,4		9 162,4
Impôts différés	5 458,8		5 458,8
Autres actifs long terme	797,5		797,5
Total actifs non courants	273 034,2	13 971,1	287 005,4
Stocks et en cours	230 078,5		230 078,5
Clients et autres débiteurs	15 913,2	148,7	16 061,9
Créances d'impôt	153,6		153,6
Autres actifs courants	62 005,4	4,0	62 009,4
Valeurs mobilières de placement	0,2		0,2

Disponibilités	51 230,5		51 230,5
Total actifs courants	359 381,5	152,6	359 534,1
Actifs non courants et groupes d'actifs destinés à être cédés	14 123,8	14 123,8	0,0
Total actif	646 539,5		646 539,5

Passif	Activités maintenues	Société Eoliennes de Trémeheuc	Total
Capital	31 104,2		31 104,2
Primes liées au capital	13 394,1		13 394,1
Actions propres			
Autres réserves	-1 771,4		-1 771,4
Résultats accumulés	235 326,6		235 326,6
Total capitaux propres, part du groupe	278 053,5		278 053,5
Intérêts minoritaires	35,4		35,4
Total des capitaux propres	278 089,0		278 089,0
Emprunts et dettes financières	71 421,9	12 203,8	83 625,7
Engagements envers le personnel	4 326,8		4 326,8
Autres provisions	4 025,6		4 025,6
Impôts différés	540,3		540,3
Autres passifs long terme	183,9		183,9
Total passifs non-courants	80 498,6	12 203,8	92 702,4
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	128 888,8	210,4	129 099,2
Provisions (part à moins d'un an)	0,0		0,0
Fournisseurs et autres créditeurs	100 484,6	2 379,7	102 864,3
Dettes d'impôt	2 835,1	105,2	2 940,3
Autres passifs courants	40 825,3	19,0	40 844,3
Total passifs courants	273 033,8	2 714,4	275 748,2
Passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés	14 918,1	-14 918,1	0,0
Total passif	368 450,5	0,0	368 450,6
Total des passifs	646 539,5		646 539,5

17.3. Flux de variation de trésorerie lié aux activités en cours de cession

30 juin 2011	Société Eoliennes de Trémeheuc	Activités maintenues
Flux de trésorerie liés à l'activité	298,0	21 039,6
Flux de trésorerie liés aux investissements	0,0	- 41 491,1
Flux de trésorerie liés au financement	-645,0	10 263,1

Note 18. – Actifs et passifs éventuels.

La principale incertitude pour le groupe Bricorama réside dans le résultat du jugement qui doit intervenir fin 2011 et relatif à un litige l'opposant à Mr Bricolage dans le cadre de la reprise de magasins à l'enseigne B3, intervenue en 2001.

Il a été jugé, en dernier ressort, que le droit de préemption auquel avait droit l'enseigne B3, à laquelle Mr Bricolage est venu aux droits, n'avait pas été respecté et que l'éventuel préjudice financier en résultant devait être évalué.

A ce titre, un expert nommé par les tribunaux a évalué ce préjudice, sur la base des projections du résultat prévisionnel que le demandeur prétendait pouvoir réaliser et l'a fixé à 9,8 millions d'euros. Cette évaluation a été ramenée à 6,7 millions d'euros début 2011 suite à la demande du tribunal faite à l'expert de réviser ses calculs. Le groupe Bricorama estime, sur la base des résultats réellement réalisés par les magasins concernés, et en se basant sur plusieurs autres rapports d'expert, qu'il n'existe pas de préjudice financier et alors même que le principe de la faute du non-respect du droit de préemption a été jugé.

Ainsi, Bricorama a limité sa provision au titre de cette éventualité à la somme de 500 000 euros payés en 2007, conformément à la décision de la Cour d'Appel et ce dans l'attente de la position des tribunaux, souverains en la matière.

Note 19. - Principales transactions avec parties liées.

Les principaux montants en relation avec les entreprises liées sont (en euros) :

Sociétés concernées	Sociétés liées	Solde au 30/06/2011		Total produits	Total charges	Nature de la transaction	Garanties données ou reçues
		Actif	Passif				
Bricorama SA	La Maison du Treizième	145 881		53 163	119 947	Prestations	Néant
	Promo Brico			35 417		Prestations	
	Autres sociétés	11 995		17 147		Prestations	
Bricorama France SAS	La Maison du Treizième	3 465 582	1 636 695		8 450 283	Loyers et ch. Dépôts	Néant
	La Maison du Treizième	3 931		3 287		Prestations	
	La Maison du Treizième						
Bricorama France SAS	Promo Brico		506 390		3 091 989	Loyers et ch	Néant
	Promo Brico	1 327 975		1 259		Dépôts	
	Promo Brico	1 272				Prestations	
Bricorama France SAS	Autres sociétés	844 655			2 128 745	Loyers et ch.	Néant
	Autres sociétés		240 910			Dépôts	
	Autres sociétés					Prestations	
Bricorama NV	Belgium Properties Retailers	13 550	104 800	13 550	105 130	Loyers	Néant
	Wickes Land Development	6 325	129 888	6 325	198 198	Loyers	
Maatschap Bouwmarkt Gent BV	Belgium Properties Retailers		50 037		100 075	Loyers	Néant
	Wickes Land Development		41 629		55 120	Loyers	
Maz BVBA	Belgium Properties Retailers		44 611		89 222	Loyers	Néant
Boco BV	Belgium Properties Retailers		42 119		84 238	Loyers	Néant
Mekowa	Belgium Properties Retailers		14 305		28 610	Loyers	Néant
Interbrico SA	Belgium Properties Retailers		49 002		98 004	Loyers	Néant
Rubus Bouwmarkt BV	Immo Vastgoed Holland BV				151 035	Loyers	Néant
Bricorama BV	Immo Vastgoed Holland BV	10 659 595			76 497	Prêt	Néant
	Immo Vastgoed Holland BV	86		85 000		Loyers	
	Immo Vastgoed Holland BV	10 000				Prestations	
Bricorama BV	OFS Traders	10 000		10 000		Prestations	Néant
Bouwmarkt Haarlem BV	OFS Traders	63 364			186 939	Loyers	Néant
Bouwmarkt Elburg BV	Immo Vastgoed Holland BV				119 797	Loyers	Néant